

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Notre programme est socialiste

- Politique -

Date de mise en ligne : vendredi 10 septembre 2004

Démocratie & Socialisme

En 2003, les salariés s'étaient massivement mobilisés pour le retrait de la contre-réforme des retraites. L'importance inégalée des manifestations et du nombre de journées de grève révélait la colère qui se levait contre la droite. Tous les salariés étaient visés par cette attaque et ils constituent 89% de la population. C'est pourquoi le mouvement n'eut pas de difficultés à obtenir le soutien des deux tiers de l'opinion. Mais les salariés ne se sont pas lancés dans une grève générale qui n'était pas assurée d'un débouché politique immédiat.

En 2004, le peuple de gauche se mobilise alors sur le terrain électoral. Les électeurs de gauche répètent aux européennes la sanction qu'il avait infligée à la droite lors des régionales et des cantonales. Le taux d'abstention montre que les électeurs de droite ne sont pas venus défendre leurs partis : ceux qui sont salariés sont sans doute surpris par la politique suivie. La gauche, elle-même, est loin d'avoir fait le plein de ses voix et d'atteindre les 60 % auxquels elle peut prétendre.

Les électeurs de gauche sont en attente de ce débouché politique qui a fait défaut en 2003. Le risque est pourtant grand que la réponse des partis de la gauche soit apportée par la concurrence entre les écuries présidentielles. Les médias auront beau faire roi Laurent ou Dominique, ça ne convaincra pas les électeurs de se mobiliser. Ça ne répondra pas à leur attente de 2004 ni à celle de 2003. Convaincre les salariés, c'est leur donner la garantie que la contre-réforme des retraites sera abrogée par la gauche. Que celle-ci restaurera le statut public d'EDF et lui donnera une structure démocratique.

Que la gauche s'unira autour d'un programme commun de gouvernement proposant une réforme démocratique de la Sécurité sociale qui garantisse le remboursement des soins utiles à 100% et qui, pour assurer son financement, mette les profits à contribution. La gauche a besoin d'un programme qui combatte les inégalités et qui reprenne les 10 points perdus en vingt-cinq ans par les salaires : qui réduise les prélèvements opérés par les profits dans la valeur ajoutée.

L'urgence est dans l'élaboration de ce programme en y faisant participer toutes les forces politiques de la gauche, en y associant toutes les forces militantes des mouvements sociaux au travers des forums sociaux, de forums citoyens. Il faut que les attentes des salariés, des électeurs de gauche, s'y retrouvent. Il faut que les partis de la gauche, leurs militants, leurs sympathisants se rencontrent à tous les niveaux dans des assises locales, départementales, régionales, nationales pour préciser et enrichir le programme.

C'est seulement quand ce travail collectif sera effectué qu'il sera temps pour les partis de la gauche de choisir leurs candidats pour les législatives et la présidentielle. Si ce travail collectif aboutit à un programme commun, alors il sera possible et préférable qu'il soit couronné par le choix d'un ou d'une candidat-e commun-e de toute la gauche unie. Pas de candidat-e qui ne soit issu-e de ce travail collectif !

PR

Pour une vraie transformation sociale !

« À celle ou celui qui portera les couleurs de la gauche en 2007 »,

lettre ouverte de Gérard Filoche, éd. Ramsay, mai 2004 (extraits) :

« ... Toute dynamique à gauche et dans la majorité du peuple français repose sur l'annonce d'un vaste programme social, démocratique, qui s'attaque à l'essentiel des inégalités et qui propose des moyens solides de répartir les richesses. Il faut une volonté puissante, plus et mieux d'État, au service de la majorité des salariés producteurs de richesses.

La gauche doit dire au peuple qu'elle veut s'en prendre au capital. Il n'est pas normal que 5 % des gens possèdent 50 % du patrimoine et que cela aille en s'aggravant. Il n'est pas normal que 20 % des gens possèdent moins de 1 % du patrimoine à l'autre bout de l'échelle. Il n'est pas normal que quarante mille porteurs de stocks-options dérogent à toutes les dimensions humaines des salaires et que des patrons gagnent jusqu'à cinq cents fois le Smic mensuel. Il n'est pas normal que les salaires soient trop bas, et que la plus grande partie des gains de productivité réalisés chaque année soit confisquée par le patronat.

Une société doit pouvoir, quand elle en a les moyens, et c'est le cas, assurer la promotion sociale de ceux qui la composent, elle ne peut pas afficher la victoire et l'arrogance des uns, la souffrance et les défaites des autres, le plus grand nombre. Tel est le fond de notre *choix de société*.

Lors du congrès de Dijon du Parti socialiste, lorsque nous avons refusé le plan Fillon sur les retraites dans une motion unanime, nous avons fait un choix de société. Il en va de même pour la défense de la Sécu, pour le droit du travail, pour le contrôle des licenciements, pour la défense d'EDF, de France Telecom, de nos transports, de notre énergie, de tous nos services publics, de notre grande industrie, etc. Il est inutile que la gauche arrive au pouvoir en prétendant redonner la parole et le pouvoir au peuple, si c'est pour ne corriger qu'à la marge, ce qu'a fait la droite. Nous voulons reprendre les neuf à dix points de la richesse créée chaque année, que le capital a pris aux salaires ces vingt dernières années. Pour le financement de tous nos projets sociaux et de la croissance, tout est là : rétablir la balance en faveur du travail ! Le coeur de notre méthode et de notre projet est de redistribuer les richesses créées en augmentant les salaires et la part patronale des cotisations sociales, en accentuant la progressivité de l'impôt républicain direct.

Nous voulons une VI^e République où il n'y ait plus cette anomalie qu'est le Sénat, où le Parlement ait vraiment le pouvoir et contrôle vraiment l'exécutif, où la démocratie sociale s'impose dans toutes les entreprises privées et publiques. Où les scrutins reposent sur la proportionnelle, où existe la démocratie participative, où « *liberté, égalité, fraternité* » ne soient pas de vains mots.

Nous voulons nous en prendre aux institutions antidémocratiques et à l'establishment tout puissant qui régente nos médias. Des journaux télévisés, minutés à la seconde, d'une chaîne à l'autre, nous donnent des sujets pré-mâchés, qui dessinent la trame d'un prêt-à-penser. On ne va pas laisser quelques individus (Lagardère, Dassault, Bouygues) contrôler nos télévisions, nos journaux, nos livres.

Nous voulons en finir avec la peur de la fuite des capitaux et des délocalisations, car oui, on peut contrôler les fameuses délocalisations, faire payer ceux qui en font un instrument de chantage antirépublicain. Qu'on arrête de nous faire l'éternel chantage à la dérégulation vers le bas !

Nous ne voulons pas laisser circuler sans les combattre les idées paralysantes selon lesquelles il n'y aurait rien à faire contre la mondialisation néolibérale. Il y a une différence entre droite et gauche, parce qu'il y a une « Europe de droite » et une « Europe de gauche », un « monde de droite » et un « monde de gauche ». À nous de combattre l'un et d'inventer l'autre !

Nous ne voulons pas laisser croire que la France est en déclin : nous vivons dans la quatrième puissance du monde, c'est un pays riche, le deuxième à importer des capitaux, le deuxième à en exporter, sa balance commerciale est excédentaire, ses déficits sont bien moindres que ceux des USA, ses gains de productivité sont parmi les plus élevés. Ce n'est pas le moment de reculer et d'abandonner les conquêtes des dernières décennies !

Nous voulons une politique qui assure un développement durable. Pour cela, il faut, contrairement à ce que prétendent les néolibéraux, une formation de qualité, une bonne qualification des salariés, de bons services publics, de bons salaires, une bonne protection sociale. Tout cela constitue la garantie d'un marché intérieur vivant, donc attirant. Tout cela développe une économie de qualité et « compétitive » comme ils disent !

Notre programme est socialiste... »

GF

En unissant la gauche, nous construisons le socialisme

Le socialisme est le mouvement social qui rassemble tous ceux et toutes celles qui agissent sur les terrains associatif, syndical et politique, pour étendre la démocratie à toutes les activités humaines. Rendre démocratiques les rapports entre les personnes, c'est les faire reposer sur le respect des droits individuels et de l'égalité des droits.

Le socialisme n'est pas un idéal ou une utopie. C'est un mouvement pratique qui se développe dans la société inégalitaire pour y construire les droits, l'égalité et la solidarité. C'est l'action du peuple de gauche. Il n'est pas l'apanage des membres du Parti socialiste, y participent tous les citoyen-ne-s qui défendent les valeurs de gauche. Ce n'est qu'à partir du schisme de 1919 avec la création de l'Internationale communiste que le socialisme (la gauche)

s'est scindé en deux. L'une de ses ailes a gardé le nom de mouvement socialiste, l'autre a pris le nom de mouvement communiste. Socialisme et communisme, qui étaient pourtant deux mots synonymes, allaient désormais désigner les deux composantes de la « gauche ».

Chacune de ces composantes allait tâtonner pour répondre aux aspirations égalitaires, en étant affaiblie par la division des forces au point de laisser les couches dirigeantes s'autonomiser de plus en plus et se couper du peuple de gauche. Ce fut le stalinisme, c'est le social-libéralisme. Ces deux dégénérescences des mouvements communiste et socialiste et (d'autres qui sont proches de l'une ou de l'autre) sont le produit de ruptures avec la démocratie.

Ces ruptures se situent, pour une part, sur le terrain du fonctionnement du parti mais, pour l'essentiel, elles trouvent leur source dans l'abandon des réformes démocratiques et dans le ralliement de dirigeants de la gauche aux cristallisations du nationalisme et même du totalitarisme (pour le stalinisme) ou aux « solutions » du marché et du néolibéralisme (pour le social-libéralisme ou blairisme). Ces dégénérescences staliniennes et blairistes ont toutes deux recours, pour la conquête et l'exercice du pouvoir, au pouvoir personnel de type bonapartiste, celui d'une sorte de « monarchie républicaine. » sur le modèle de la Vème République française.

Qui abandonne le projet de réformes démocratiques pour y substituer les régulations sociales issues du bonapartisme, du nationalisme, du marché, etc, est rapidement conduit, pour s'opposer aux aspirations démocratiques, à user de procédés anti-démocratiques dans le fonctionnement de son parti.

Les révolutions démocratiques de l'histoire, telle la Révolution française, ont séparé les domaines public et privé et généralement instauré une république.

Une république établit des rapports démocratiques dans les institutions politiques (débat public, suffrage universel direct, scrutins proportionnels,...) et dans les activités appartenant au domaine public (services publics). Mais ces rapports démocratiques coexistent, dans la plupart des activités sociales (y compris dans les institutions démocratiques), avec des rapports sociaux inégalitaires qui sont un héritage des régimes et sociétés antérieurs (pouvoir personnel, soumission à un appareil, échanges marchands inégaux, contrats léonins, discriminations, terreur, etc).

Mais dans une telle république politique, la démocratie est limitée à la sphère politique. Son extension à toutes les activités humaines, qui est la finalité de la gauche, s'appelle une république sociale.

Qu'est-ce qu'une république sociale ?

Une république sociale étend la démocratie à toutes les activités sociales, y compris aux activités économiques. Dans les grands moyens de production, les décisions doivent être retirées aux détenteurs du capital et confiées aux représentants élus des salariés, en transformant les actions en obligations : c'est la propriété publique bâtie sur le modèle de l'économie sociale et solidaire.

Les échanges entre entreprises, leur production et la distribution doivent être régulés par la loi de la république : c'est la programmation démocratique de l'économie en fonction des besoins définis par le débat public.

Cette programmation démocratique de la production est, néanmoins, dépendante des échanges internationaux : en l'absence d'instances de décision démocratique à l'échelle mondiale ni même continentale, elle ne peut donc pas, encore, être totalement organisée à l'échelle nationale.

Agir pour le socialisme, c'est agir pour une VI^e République sociale, pour une Europe fédérale et sociale, pour la mondialisation des droits.

Pierre Ruscassie